

La France absente

par **Jean-Dominique Giuliani**,
président de la Fondation Robert Schuman

Est-ce un complexe dû à ses faibles performances ? Un blocage qui s'explique par une situation interne complexe ? De l'indifférence au regard des enjeux politiques nationaux ? La France n'a jamais été aussi discrète sur la scène européenne. Bien que présente dans toutes les instances qui s'y réunissent, sa voix s'est faite bien fluette ! Il est vrai que les débats français sur l'Europe ont quelques années de retard. Ils manifestent un goût prononcé pour les grandes déclarations incantatoires sur les réformes à proposer ; celles des institutions européennes, c'est une spécialité ; celles des politiques communes, c'est une habitude ; celles des acteurs, c'est de l'hypocrisie. Pour autant, la France n'a pas récemment brillé par ses propositions européennes. Pourtant, les nouveaux défis lancés à l'Europe concernent sa sécurité, son économie et l'immigration. Ces trois sujets ne relèvent pas de la compétence des institutions européennes, mais bien encore, pour une large part, des prérogatives souveraines des États. C'est donc à eux qu'il appartient de prendre l'initiative dans ces domaines. Et la France est l'un de ceux qui devraient se montrer le plus intéressés par des solutions européennes qui les aideraient. L'armée française est reconnue pour son savoir-faire, ses qualités et son efficacité. Elle met en œuvre la dissuasion, qu'avec les Britanniques nous sommes les seuls à avoir développée. C'est donc à nous de faire avancer la défense de l'Europe, pour l'heure mal assurée et confiée à d'autres au sein de l'Otan. La politique migratoire de la France est assez difficile à définir. Elle a hésité à afficher une ligne claire envers les réfugiés qu'elle a pourtant obligation d'accueillir selon le préambule de sa Constitution. Elle n'a pas souhaité

engager avec ses voisins un rapprochement nécessaire pour élaborer une politique migratoire commune cohérente et efficace.

En matière économique, notre pays ne bénéficie pas autant qu'il le devrait d'une réelle reprise économique européenne et souffre d'un chômage élevé. La France réclame une meilleure gouvernance de l'euro tout en souhaitant qu'elle n'advienne pas. Elle met en œuvre une politique qui l'en éloigne, accumulant dettes et déficits. Elle cumule donc toutes les critiques : en interne, celles de ceux qui prétendent à tort que nous vivons une période d'austérité à cause de l'Union et, chez nos partenaires, celles de ceux qui doutent, à juste titre au vu de nos résultats, de la politique budgétaire et fiscale conduite chez nous. Au stade où nous en sommes, une relance européenne ne se concevra qu'à partir de quelques États qui montreront l'exemple. Et la parole de la France est attendue au sein de ce « noyau dur ».

Mais en fait, elle manque de crédibilité, en tout premier lieu auprès de notre partenaire allemand. C'est le plus grave échec de la politique actuelle, qui explique en partie l'atonie européenne. Il n'y a plus entre la France et l'Allemagne ni la complicité ni l'intimité qui rendent possible les avancées européennes. La faute en incombe largement à la France, qui a systématiquement pollué cette relation jadis privilégiée par un débat politicien droite-gauche qui n'a pas lieu d'être en l'espèce. Il en est résulté une germanophobie rampante, longtemps colportée par le parti majoritaire aux affaires. Cette période est heureusement révolue. Le premier devoir du nouveau Président sera certainement de tourner définitivement cette page et de retrouver un dialogue serein et confiant avec notre principal partenaire en Europe.